

ROSA Newsletter

Coup de projecteur

Échapper au cycle de la faim : Les chemins de la résilience au Sahel

Un nouveau rapport publié par le Groupe de travail sur le Sahel¹ en septembre 2011, met l'accent sur la crise alimentaire chronique et à long terme qui frappe le Sahel. Il souligne que la solution qui prône le *statu quo* n'est pas adaptée pour répondre aux besoins des populations et particulièrement à ceux des groupes les plus vulnérables à la malnutrition. Même les bonnes années, quelle que soit l'importance des récoltes et des pluies, des nombreuses personnes au Sahel doivent lutter pour leur survie. Le taux de malnutrition infantile fournit lui aussi la preuve irréfutable de la gravité de la situation dans laquelle se trouvent ces populations. Les causes de la malnutrition sont complexes, mais la pauvreté et l'insécurité alimentaire constituent des déterminants majeurs dans cette région.

Ce rapport fait suite à une étude de 2007 intitulée *Beyond any Drought* (Au-delà de toute sécheresse) qui évaluait les causes profondes de la vulnérabilité chronique du Sahel, suite à la crise alimentaire de 2005 au Niger. Cette nouvelle étude montre à quel point la faim a changé de visage dans la région. Elle préconise un changement d'approche en matière d'aide qui permette de briser le cycle de la faim et apporte de nouvelles opportunités d'avancer sur les chemins de la résilience.

Le rapport apprécie dans quelle mesure les enseignements tirés de la crise alimentaire de 2005 ont été mis en place, ou appliqués, pendant la crise de 2010. Il formule également des recommandations destinées à orienter la prise de décision et à améliorer l'efficacité de l'aide pour traiter l'« urgence permanente » au Sahel. Cette étude détaillée s'appuie sur l'interview de plus de 70 personnes appartenant aux principaux groupes d'acteurs, sur la littérature et les rapports pertinents en la matière et sur des visites de terrain organisées dans les régions du Niger et du Tchad les plus touchées par la crise en 2010.

¹ Il s'agit d'un réseau inter-agence informel établi au Royaume-Uni. Les agences ayant commandité ce rapport sont les suivantes : CAFOD, CARE International UK, Christian Aid, Concern Worldwide, Oxfam GB, Plan, Save the Children UK, Tearfund et World Vision.



Échapper au cycle de la faim Les chemins de la résilience au Sahel

Groupe de travail sur le Sahel

Septembre 2011
Peter Gubbels

Plus de 10 millions de personnes ont été durement frappées par la crise alimentaire de 2010 au Sahel et ont dû avoir recours à des stratégies d'adaptation drastiques. Si cette crise a touché l'ensemble de la région, son impact et les réponses qui y ont été apportées ont largement différé d'un pays à l'autre. On constate néanmoins des réponses communes à l'ensemble de la zone, en particulier celles qui se sont appuyées sur certains outils analytiques en matière de nutrition et de sécurité alimentaire comme l'Approche de l'économie des ménages (AEM). Ces outils se sont avérés décisifs pour mieux comprendre, contrôler et évaluer l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Si le rapport reconnaît que des progrès ont été réalisés en matière d'aide depuis 2005, les efforts demeurent toutefois insuffisants à la fois en termes de calendrier, de financement, de qualité et de portée, avec un manque critique de passerelles entre l'aide d'urgence et le développement. Ce phénomène est avant tout dû à l'incapacité de la plupart des gouvernements du Sahel, des bailleurs de fonds, des Nations unies, des ONG et des décideurs de considérer cet état chronique d'insécurité alimentaire et de malnutrition comme une « crise permanente ». Cela se traduit encore et toujours par des réponses que l'on peut considérer comme tardives et qui ne mettent pas l'accent sur la protection des moyens d'existence ni sur la prévention de la perte massive d'actifs.

En conséquence, des efforts urgents et soutenus s'imposent, y compris sur les financements à long terme et leur flexibilité. Selon le rapport, les stratégies actuelles ne sont pas suffisantes, et une plus grande place ainsi que des financements plus importants doivent être accordés aux initiatives telles que les programmes de protection sociale. Le rapport reconnaît néanmoins l'existence d'un certain nombre de défis clés, parmi lesquels i) le manque de leadership politique, la mauvaise gouvernance et les capacités institutionnelles faibles tant au niveau national que décentralisé ; ii) le scepticisme des gouvernements du Sahel (à l'exception du Niger) quant au bien-fondé de l'investissement de ressources rares dans la protection sociale ; et iii) la capacité limitée d'absorption d'une aide supplémentaire tout en engendrant un véritable sentiment d'appropriation nationale des initiatives, conformément à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Le rapport préconise un leadership ainsi qu'une détermination et une coordination fortes au sein des principales parties prenantes, qui doivent s'appuyer sur les progrès accomplis et utiliser un cadre conceptuel intitulé « Les chemins de la résilience » qui permettra d'inverser ces évolutions inquiétantes. Le cadre proposé est conçu pour orienter les principaux groupes d'acteurs (gouvernements, CILSS, bailleurs de fonds, agences de l'ONU et acteurs de la société civile, y compris les ONG internationales) dans la prise de décision et l'établissement de priorités afin de surmonter les difficultés chroniques, largement négligées, de la crise alimentaire et nutritionnelle.

Le rapport s'achève sur des propositions permettant d'accroître la résilience des populations à travers six priorités pour l'action immédiate, tant au niveau national que régional :

1. Renforcer la préparation et la réponse rapide en appliquant le Cadre Harmonisé Bonifié (CHB) au Sahel.

2. Concevoir des politiques nationales et mettre en œuvre des programmes de protection sociale qui répondent aux besoins des personnes les plus vulnérables, en particulier ceux des ménages les plus pauvres.
3. Dynamiser les moyens d'existence dans les zones marginalisées ou dégradées sur le plan agricole par l'intensification durable de la production agricole, en utilisant des techniques agro-écologiques, et, dans les zones pastorales, par le soutien à la santé animale, à l'élevage et à la commercialisation du bétail.
4. Développer et appliquer une stratégie régionale réduction des risques liés aux catastrophes au Sahel.
5. Soutenir les investissements multisectoriels coordonnés pour parvenir à une réduction durable du niveau de malnutrition infantile.
6. Répondre aux défaillances du marché et à la volatilité des prix par la définition d'un cadre réglementaire pour le développement d'un système régional de « stocks-régulateurs » ou « stocks de sécurité alimentaire » tel que défini dans le Pacte régional de partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/CAADP.

Le rapport comporte également 24 recommandations plus détaillées. Il est disponible en français et en anglais à l'adresse :

<http://community.eldis.org/.5a2deaf0/>.

Le lancement du rapport au Royaume-Uni aura lieu le vendredi 21 octobre 2011 à 13:00-14:30 (GMT+1), avec une présentation de l'auteur et un panel de discussion avec les membres du Groupe de travail sur le Sahel, les donateurs, les partenaires et des experts. Pour suivre cet événement en direct : <http://www.odi.org.uk/events/details.asp?id=2750&title=escaping-hunger-cycle-pathways-resilience-sahel> D'autres lancements sont prévus dans plusieurs pays du Sahel.

Cet article est une contribution de Save the Children et Oxfam GB.



Récemment approuvé, le programme thématique de sécurité alimentaire de la Commission européenne (FSTP 2011-2013) prévoit la préparation d'un cadre conjoint Humanitaire-Développement (JHDF) afin d'améliorer la cohérence, la coordination et la complémentarité entre les opérations humanitaires et les interventions de développement². Dans cette interview accordée à l'occasion d'un séminaire de formation sur le JHDF³, Jacques Prade (DG ECHO) souligne les principaux objectifs et la portée de ce cadre conjoint, ainsi que l'importance qu'il y a à améliorer la coordination entre les services de la Commission. Il estime que cela nécessite tout d'abord une volonté de travailler ensemble et devrait impliquer des délégations de l'Union européenne, des experts d'ECHO, des collègues travaillant au siège d'EuropeAid et à ECHO et, si possible, différents donateurs et acteurs impliqués au niveau local.

Pourquoi un cadre conjoint Humanitaire-Développement et quels avantages y a-t-il à concevoir un JHDF à travers un processus commun ?

Le lien entre opérations humanitaires et interventions de développement fait l'objet de débat depuis de nombreuses années. Depuis le milieu des années 90⁴, la CE investit afin de fournir des réponses plus efficaces dans les situations de transition et afin de faire face aux contextes de fragilité par l'intermédiaire d'un large éventail d'outils et de stratégies. L'approche de la CE est en constante évolution et malgré les progrès accomplis, il reste beaucoup à faire pour assurer le lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement durable à plus long terme. Dans un contexte de crises de plus en plus fréquentes et graves, il devient primordial de renforcer la coordination et les synergies pour gagner en efficacité et en cohérence.

Le JHDF est un outil stratégique destiné à relever ces défis. L'élaboration d'un cadre conjoint peut permettre de faciliter l'articulation entre les actions d'ECHO et les instruments de développement/coopération. Grâce à un processus commun, les différences (de points de vue, d'objectifs, de modalités et de niveaux d'intervention) peuvent être présentées et débattues. Cet exercice partagé se traduit alors par une réponse conjointe qui intègre à la fois les actions humanitaires et de développement et consolide les complémentarités existantes.

Nous devons également veiller à ce que les objectifs relatifs aux interventions post-crisis, au développement et à la politique humanitaire soient totalement intégrés à ceux de l'Union européenne en matière de politique

étrangère. Le traité de Lisbonne⁵ renforce l'obligation d'un « mix politique » plus fort pour remédier aux situations de fragilité. Mais comment être sûr que des politiques présentant des objectifs différents se renforcent mutuellement ? Le JHDF pourrait contribuer à tirer profit des synergies afin de concilier objectifs et principes dans le cadre de l'action extérieure de l'Union.

Comment se prépare un JHDF et qui doit être impliqué dans le processus ?

Il est important de soutenir un processus *bottom-up* piloté par les délégations de l'UE et les experts d'ECHO, avec l'appui des sièges et la collaboration de partenaires. Cet exercice n'est pas une simple procédure, mais plutôt un processus conjoint d'apprentissage et d'enseignement mutuels qui permet de dépasser la perception de la crise alimentaire par chaque intervenant à travers la position et les responsabilités qui sont les siennes.

Le JHDF est un processus qui se divise en 5 étapes. Après avoir procédé à une analyse commune de la crise (étape 1) et identifié la population la plus vulnérable à cibler (étape 2), les participants se livrent à un examen conjoint de toutes les causes de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire de la population ciblée (étape 3). À l'aide d'un modèle causal, nous identifions les interactions entre les différentes causes et leurs effets à différents niveaux (celui des individus, des ménages, des communes et des autorités locales, ainsi que les niveaux nationaux et régionaux). En faisant le lien entre chaque cause et ses effets, on parvient progressivement à dresser un tableau d'ensemble des liens reliant différentes causes à différents niveaux. Au cours des étapes 4 et 5, chaque groupe identifie ses interventions respectives (passées, actuelles et à venir) et évalue leur cohérence. L'objectif principal est de parvenir à un accord sur les priorités et sur un « cadre conjoint Humanitaire-Développement »⁶.

S'appuyant sur les résultats du travail accompli avec leurs collègues à Dakar et à Ouagadougou, EuropeAid et ECHO ont développé une méthodologie pour concevoir le JHDF. L'un des objectifs du séminaire de formation intitulé « Acting in transition » (juillet 2011) était de présenter cette méthodologie, de débattre de possibles améliorations à y apporter et des suites à y donner. À ce jour, le FSTP est le seul programme nécessitant une telle analyse conjointe. Nous espérons commencer par appliquer cette méthodologie à la sécurité alimentaire et, une fois que nous l'aurons testée, nous pourrions l'améliorer et l'utiliser dans d'autres domaines.

² Ce cadre cible les pays en transition et en situation de fragilité (priorité 3 du FSTP).

³ Qui s'est tenu à Bruxelles du 18 au 20 juillet.

⁴ Développée initialement en 1996, l'approche de la Commission européenne en matière de LRRD a été revue au début des années 2000.

⁵ Le cadre légal et politique définissant les interventions de l'UE dans les situations de fragilité est fourni par le traité de Lisbonne.

⁶ Une [courte présentation vidéo](#) élaborée par ECHO et EuropeAid est disponible sur le site Internet de ROSA. L'exemple qui sert d'illustration est celui des récentes inondations survenues au Burkina Faso.

Agenda

Evénements passés

- **Réunion sur le stock régional de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest** (3-5 octobre, Sénégal) : Sur invitation de la CEDEAO, s'est tenue la réunion de l'équipe spéciale (*task force*) travaillant sur le stock régional de sécurité alimentaire. Ont participé à cette rencontre, le CILSS, le NEPAD, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO), le PAM, les coopérations bilatérales (Etats-Unis, Japon, Espagne, des ONGs, l'IFPRI, le Hub Rural ainsi que des cadres et experts de la CEDEAO et de l'UEMOA. Les participants ont élaboré une feuille de route pour l'établissement d'une stratégie opérationnelle de stockage régional, en clarifiant les responsabilités des uns et des autres. Elle définit les prochaines étapes de la mise en œuvre de cette stratégie programmée dans l'ECOWAP/PDDAA et le programme régional d'investissements. >>>
- **Réunion de haut niveau sur la nutrition** (20 septembre, New York) : En marge de la 66^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, une réunion de haut niveau sur la nutrition a eu lieu, un an après le lancement de l'initiative « Scaling Up Nutrition - SUN » (Renforcer la nutrition) qui vise à améliorer la nutrition maternelle et infantile. Les chefs d'Etat et autres dirigeants de 20 pays en développement ainsi que les donateurs, la société civile, le secteur privé et les responsables d'institutions des Nations Unies ont apporté un fort soutien à cette initiative. Lors de l'atelier d'avancement du 21 septembre, les participants ont également discuté i) des progrès réalisés dans la mise en œuvre de cette initiative et ii) des futurs engagements pour renforcer le SUN. Le webcast de la réunion de haut niveau est disponible en ligne. >>>

Evénements à venir

- **17-20 octobre** : 37^{ème} session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO (CSA) - Rome (Italie) >>>
- **3-4 novembre** : Sommet du G20 – Cannes (France)
- **28 novembre-9 décembre** : 17^{ème} Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 17) - Durban (Afrique du Sud)
- **3 décembre** : Journée sur le développement agricole et rural à la COP17 – Durban (Afrique du Sud)

- **8-10 décembre** : Réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires - Cap Vert
- **17-19 janvier 2012** : Colloque scientifique international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle – Rome (Italie) >>>

Pour plus d'information : [Evénements à venir](#)

Nouvelles de la Commission

- **Audition publique au Parlement européen sur la sécurité alimentaire** (4 octobre) : La Commission Développement du Parlement européen a organisé à Bruxelles une audition publique sur le thème de la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Ont participé les députés européens, les commissaires au Développement, M. Piebalgs et à l'Agriculture et au Développement rural, M. Ciolos, des représentants des organisations des Nations unies et de la société civile. Les débats sont organisés autour de trois thématiques principales : i) la spéculation sur les marchés des produits agricoles et les investissements étrangers dans les terres cultivables, ii) les politiques de l'Union européenne envers les produits alimentaires et l'agriculture ; et iii) l'agriculture durable pour nourrir la population : la voie à suivre.
- **Le renforcement des approches de la gouvernance en matière de sécurité alimentaire dans le cadre du FSTP 2011-2013** : Un appel à proposition sera lancé par la Commission à la mi-octobre afin de renforcer les capacités des groupes spécifiques (les organisations paysannes, les organisations d'éleveurs, et les organisations de pêcheurs et d'aquaculteurs) à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des processus décisionnels en lien avec la sécurité alimentaire et la nutrition. Il s'inscrit dans le cadre des actions définies dans la deuxième priorité stratégique du FSTP 2011-2013 qui entend « développer les bonnes approches pour renforcer la gouvernance pour la sécurité alimentaire ». >>>
- **L'UNICEF et l'UE ont annoncé un nouveau soutien à l'amélioration de la nutrition en Afrique** (Octobre 2011): Grâce à une subvention de 14.95 millions d'euros, l'UE soutiendra le programme « Stratégie en matière de nutrition en Afrique de l'Ouest et de l'Est » (Nutrition Strategy in West and East Africa). Il vise l'ensemble de la région mais une attention particulière sera portée à quatre pays : Burkina Faso, Ethiopie, Mali et Ouganda. >>>

Nouvelles ressources en ligne

➤ Nutrition

Etat des lieux des progrès réalisés pour atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement n°1 sur la réduction de la faim, Fanzo et al., Food and Nutrition Bulletin - Juin 2011

Cet article passe en revue les retours d'expérience de plus de 40 programmes, ainsi que les efforts nationaux et internationaux les plus pertinents pour atteindre l'ODD 1 sur la réduction de la pauvreté et de la malnutrition. Les résultats montrent que de nombreux progrès restent à accomplir. La plupart des programmes sont ancrés dans le secteur de la santé et se focalisent sur les déterminants immédiats de la malnutrition. Pourtant, d'autres stratégies existent pour faire face à la malnutrition. Des stratégies multisectorielles peuvent permettre de lutter contre les déterminants de la malnutrition sur le long terme (la pauvreté, l'inégalité des genres, ou le fonctionnement actuel des systèmes alimentaires et de santé). Ces modes d'interventions demeurent peu utilisés aujourd'hui et sont l'objet de peu de recherches scientifiques. Les auteurs préconisent d'accentuer les efforts mis en œuvre pour atteindre l'ODD 1, non pas tellement à travers le développement d'innovations et de technologies, mais plutôt en mettant en œuvre des formules que l'on connaît déjà et qui fonctionnent. >>>

Plaidoyer en faveur de la nutrition : Construire des opportunités en Europe, London School of Hygiene and Tropical Medicine et CCS Consulting - Août 2011

Cette étude, menée pour la Fondation Bill et Melinda Gates, est un exercice de cartographie du paysage des acteurs européens qui s'impliquent ou pourraient s'impliquer dans la lutte contre la malnutrition dans les pays en développement. L'étude préconise un certain nombre de sujets sur lesquels les acteurs devraient concentrer leur plaidoyer afin d'accroître l'intérêt, les activités et les financements pour la nutrition. **Etude en anglais.** >>>

Rapport d'avancement des pays et de leurs partenaires de l'initiative « Scaling up Nutrition –SUN » (Renforcer la nutrition) - Septembre 2011

Ce document a été présenté lors de la réunion de haut niveau sur la nutrition hébergée par le Secrétaire général des Nations unies lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2011, et lors de l'atelier du Mouvement SUN le 21 septembre. Il effectue un état des lieux des progrès réalisés, un an après le lancement du Mouvement. Le document annexe fournit des informations sur l'état d'avancement dans chaque pays. >>>

De l'agriculture à la table : Comment l'agriculture et la politique alimentaire peuvent jouer un rôle pour la prévention des maladies chroniques, Chicago Council on Global Affairs - Septembre 2011

Ce rapport démontre que si le secteur de l'agriculture et de l'alimentation travaillait de manière plus rapprochée avec le secteur de la santé, la prévalence des maladies non-transmissibles (MNT) liées à l'alimentation pourrait être réduite, à travers une meilleure nutrition des populations. Le secteur de la santé ne peut agir seul en matière de prévention. Ce sont les plus pauvres dans le monde qui sont les plus vulnérables. D'après les auteurs, l'agriculture doit pouvoir offrir aux consommateurs un panier d'aliments produits localement, peu transformés, et plus adaptés sur le plan culturel. **Rapport en anglais.** >>>

➤ Systèmes d'information et indicateurs de sécurité alimentaire

Mesurer l'insécurité alimentaire : Des concepts et des indicateurs pertinents pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Document d'information pour la table-ronde du CSA sur le suivi de la sécurité alimentaire - Août 2011

Ce document présente les questions abordées dans une table-ronde organisée par le Comité de Sécurité Alimentaire (CSA). Il vise à examiner différentes méthodes d'évaluation de la sécurité alimentaire et identifier les capacités nécessaires pour effectuer un suivi efficace. Le chapitre 2 se penche sur les définitions et les manières d'évaluer les différentes formes d'insécurité alimentaire. Le chapitre 3 met l'accent sur l'indicateur qui est habituellement calculé par la FAO à l'échelle nationale afin de mesurer la prévalence de la sous-alimentation. Le chapitre 4 se concentre sur la nécessité de renforcer la capacité des pays à recueillir et à valider des données de base sur la production, le commerce et les stocks de denrées alimentaires, aussi bien à l'échelle nationale qu'au niveau des ménages. Les efforts qui sont actuellement déployés par la FAO pour aider les pays à développer leurs capacités dans le domaine des statistiques agricoles, alimentaires et nutritionnelles sont brièvement examinés. >>>

➤ Liens externes

Field Exchange, Emergency Nutrition Network – Août 2011: Publiée trois fois par an, Field Exchange est une revue qui contient des articles rédigés sur la base de travaux de terrain et de recherche. Elle s'adresse à ceux qui travaillent dans le domaine de la nutrition et de la

sécurité alimentaire dans les situations d'urgence. Ce numéro s'intéresse au rôle des données et outils pour guider et évaluer les programmes d'urgence. <http://www.enonline.net/pool/files/fex/fx-41-web.pdf>.

Revue en anglais.

INSTAPA : Améliorer la nutrition en Afrique à travers les aliments de base : Un nouveau « [Lien utile](#) » a été posté sur le site du ROSA. Instapa est un projet qui entend contribuer à l'amélioration d'aliments à base de millet, sorgho, maïs et manioc pour prévenir les carences en fer, zinc et vitamine A chez les jeunes enfants d'Afrique subsaharienne. Le projet est mené par des chercheurs européens, africains et américains. En savoir plus sur le projet INSTAPA : <http://www.instapa.org/instapa>. **Site en anglais.**

eLENA: e-Bibliothèque de données sur les actions de nutrition (e-Library of Evidence for Nutrition Actions) de l'OMS : eLENA est une bibliothèque en ligne qui entend appuyer les pays à mettre en œuvre et renforcer leurs interventions de nutrition en leur fournissant non seulement des informations, mais aussi des orientations pour l'élaboration de politiques publiques et de programmes.

Cette nouvelle base de données de l'OMS comprend des sujets d'intervention très variés. Elle inclut des actions qui vont de l'allaitement aux traitements vermifuges, en passant par les compléments alimentaires, les compléments de micronutriments et les traitements de la malnutrition aiguë sévère. Des ajouts continuent d'être faits au catalogue d'activités d'eLENA. 6 nouvelles directives sur les compléments à base de vitamine A pour les femmes, les nourrissons et les enfants viennent d'être ajoutés. De nouvelles directives sur le fer et l'acide folique devraient être postées bientôt.

Le site d'eLENA a été ajouté aux « Liens utiles » du ROSA.

<http://www.who.int/elena/en/>

Activités du réseau

- **Rappel pour répondre au questionnaire en ligne :** Vous avez reçu une invitation pour participer à un questionnaire visant à évaluer l'utilisation des services et outils proposés par le ROSA et votre degré de satisfaction par rapport à ces services. Vous n'avez pas encore eu le temps de compléter le questionnaire ? Votre avis nous intéresse et nous vous invitons à le faire au plus vite.

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid.

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.